

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Triomphe-de-Humala-au-Perou-defaite-pour-l-Usamerique>

# « Triomphe de Humala au Pérou, défaite pour l'Usamérique »

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : samedi 2 juillet 2011

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

**Ollanta Humala a été élu président du Pérou le 5 juin 2011. Les incontestables grands perdants de cette élection sont les Etats-Unis dont l'ambassadrice Rose Likins a eu du mal à cacher qu'elle faisait ouvertement campagne au second tour pour l'adversaire de Humala, Keiko Fujimori. Quel était l'enjeu de cette élection cruciale en Amérique latine ?**

Le Pérou est un pays clé dans la géopolitique de l'Amérique du Sud pour un certain nombre de raisons : par sa taille, parce qu'il était le cœur de l'empire inca, parce que c'est là que naît l'une des sources du fleuve amazone, par ses ports sur le Pacifique, par son histoire récente qui en a fait le lieu d'une lutte majeure entre forces nationalistes et élites pro-usaméricaines.

En 1924, le Péruvien Victor Raúl Haya de la Torre, un intellectuel marxiste (assez peu orthodoxe), fonda l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA) dans l'intention d'en faire une organisation anti-impérialiste panaméricaine. Cette alliance prospéra au Pérou malgré une sévère répression. Ce qui faisait l'originalité de l'APRA, contrairement à la plupart des mouvements de gauche des Amériques, c'est qu'elle avait compris que la majorité de la paysannerie péruvienne était constituée d'indigènes de langue quechua systématiquement exclus de la participation politique et de leurs droits culturels. Après 1945, l'APRA commença à perdre de son tranchant et de sa radicalité mais garda une forte assise populaire. Seule la mort empêcha Haya de la Torre d'être élu président en 1980.

Les gouvernements successifs restèrent entre les mains des conservateurs jusqu'en 1968, date à laquelle des scandales liés à des concessions pétrolières furent l'étincelle qui déclencha un coup d'Etat militaire d'officiers nationalistes emmenés par le général Juan Velasco Alvarado. Ils s'emparèrent du pouvoir et établirent le « Gouvernement révolutionnaire des forces armées ».

Le gouvernement Velasco nationalisa les champs pétroliers, puis nombre d'autres secteurs de l'économie. Il investit massivement dans l'éducation. Mieux, il instaura un enseignement bilingue, élevant le quechua au même rang que l'espagnol. Le gouvernement lança des programmes de réforme agraire et d'industrialisation par substitution aux importations.

La politique étrangère vira franchement à gauche : le pays se mit à cultiver de bonnes relations avec Cuba et acheta du matériel militaire à l'Union soviétique. Après le renversement par Pinochet du gouvernement Allende au Chili en 1973, les relations entre le Pérou et le Chili se tendirent. On parla même de guerre quand finalement, en 1975, Velasco fut à son tour renversé par des forces militaires conservatrices. Et c'est ainsi que prirent fin sept années de nationalisme et un programme socio-économique de gauche porté par des militaires.

Quand Alan García, le leader de l'APRA, devint président en 1985, il renoua brièvement avec cette tradition de gauche en proposant un moratoire sur la dette extérieure. Mais vite bloqué dans ses efforts, il vira à droite pour embrasser le néo-libéralisme. Le pays fut, à cette époque, confronté à de nombreuses insurrections (le Sentier lumineux restant la plus célèbre) dont les bases s'établirent dans les régions andines de paysanneries quechua et aymara.

Lors des élections de 1990, le désormais très impopulaire Alan García affronta le célèbre écrivain et illustre penseur et aristocrate conservateur Mario Vargas Llosa qui se présenta sur un programme économique purement néolibéral. Inattendu, un Péruvien quasi inconnu d'origine japonaise, Alberto Fujimori, remporta cette course à trois. La puissance du vote pour Fujimori était largement due au rejet par les électeurs du style aristocratique de Vargas

Llosa.

Dictatorial et intraitable, Fujimori usa avec succès de l'armée pour écraser tant le Sentier lumineux que les groupes d'insurrection urbaine. Pour protéger son pouvoir, Fujimori n'eut aucune hésitation à suspendre le Congrès, interférer dans les affaires de la justice et à prolonger son deuxième mandat. Résultat du haut degré de corruption et de la dureté de son gouvernement, il fut finalement renversé. Il prit la fuite au Japon. Il fut plus tard extradé du Chili, jugé pour ses crimes par un tribunal péruvien et condamné à une longue peine de prison.

Son successeur en 2001, Alejandro Toledo, persista dans le néolibéralisme. Et en 2006, Alan García se présenta de nouveau à la présidentielle. Il faisait face à un ancien militaire, Ollanta Humala, ouvertement soutenu par Hugo Chavez. Le soutien de ce dernier comme les accusations de violations des droits de l'homme par Ollanta quand il était militaire ne lui firent pas que du bien. Garcia l'emporta et continua d'appliquer, en l'amplifiant, un programme néolibéral. Une économie florissante profita du boom mondial des exportations de minerais et d'énergie. Mais l'écrasante majorité de la population resta sur le bord du chemin. De façon caractéristique, le gouvernement autorisa des entreprises transnationales à saisir des terres de l'Amazonie pour en exploiter les ressources minérales. Les mouvements indigènes résistèrent jusqu'au massacre du « Baguazo » en juin 2009.

C'est dans cette dernière période que le Pérou est devenu le point focal de deux luttes géopolitiques. L'une s'est jouée entre le Brésil et les Etats-Unis. Sous la présidence de Lula, le Brésil s'est battu avec beaucoup de succès pour réaliser l'autonomie de l'Amérique du Sud par la construction de structures régionales comme l'Union des nations sud-américaines (Unasur) et le Mercosur. Les Etats-Unis ont cherché à contrer les projets du Brésil par la création de l'Alliance du Pacifique entre le Mexique, la Colombie, le Chili et le Pérou fondée sur des accords de libre-échange avec les Etats-Unis. La Colombie, le Pérou et le Chili ont, en outre, lancé un projet de place boursière intégrée répondant à l'acronyme espagnol de MILA (Marché latino-américain intégré). Et les forces armées péruviennes se sont beaucoup dépensées pour nouer des liens avec le Commandement sud de l'armée américaine.

La seconde lutte géopolitique s'est déroulée entre la Chine et les Etats-Unis pour obtenir un accès privilégié aux ressources minérales et énergétiques de l'Amérique du Sud. Une fois encore, le Pérou était un endroit clé.

Trois éléments ont permis à Humala de gagner cette élection. En premier lieu, il s'est ouvertement et publiquement rapproché du modèle social-démocrate à la brésilienne. Finies les références à Chavez. Humala a souvent rencontré Lula et parlé de faire du Pérou un « partenaire stratégique » du Mercosur.

Le deuxième élément crucial a été le très fort soutien qu'il a reçu de Vargas Llosa. Pour l'aristocrate conservateur, l'élection de la fille Fujimori risquait de représenter une catastrophe pour le Pérou car elle s'empresserait de libérer son père de prison et perpétuerait ses méthodes peu recommandables. Vargas Llosa provoqua une grave scission dans les forces conservatrices.

Le troisième élément décisif fut l'attitude de la gauche péruvienne qui avait longtemps nourri des réserves à l'égard de Humala. Comme l'a bien noté une figure de la gauche intellectuelle, Oscar Ugarteche, pour l'agence de presse Alai-AmLatina, « pour nous tous, Humala est une interrogation et Fujimori une certitude ».

Pour résumer, selon Ugarteche, « le retour du Pérou dans l'Amérique du Sud est, cependant, le fait le plus significatif » de cette élection. On verra de quoi Humala sera capable en interne en termes de redistribution et de restauration des droits de la majorité indigène. Mais la contre-offensive géopolitique usaméricaine, l'Alliance du Pacifique, est défaite.

Immanuel Wallerstein [Fernand Braudel Center, Binghamton University](#)

[Commentaire n° 308](#), 1er juillet 2011